Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 48 del 26 febbraio 2002 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 26 febbraio 2002** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

N. 33

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Accordo istitutivo del Centro consultivo sulla legislazione dell'Organizzazione mondiale del commercio, firmato in Seattle il 30 novembre 1999.

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Accordo istitutivo del Centro consultivo sulla legislazione dell'Organizzazione mondiale del commercio, firmato in Seattle il 30 novembre 1999

Si riporta qui di seguito in lingua francese, con traduzione non ufficiale in lingua italiana il testo dell'Accordo istitutivo del Centro consultivo sulla legislazione dell'Organizzazione mondiale del commercio, firmato in Seattle il 30 novembre 1999.

Essendosi verificate le condizioni previste dall'art. 13 dell'Accordo, lo stesso è entrato in vigore il 15 luglio 2001.

AGREEMENT
ESTABLISHING
THE ADVISORY CENTRE ON WTO LAW

ACCORD
INSTITUANT
LE CENTRE CONSULTATIF
SUR LA LÉGISLATION DE L'OMC

ACUERDO
POR EL QUE SE ESTABLECE
EL CENTRO
DE ASESORÍA LEGAL EN ASUNTOS OMC

ACCORD INSTITUANT
LE CENTRE CONSULTATIF SUR LA LÉGISLATION DE L'OMC

LES PARTIES AU PRÉSENT ACCORD

- *Prenant* note que l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée l' « OMC ») a créé un système juridique et des procédures complexes pour le règlement des différends;

- *Prenant* note en outre que les pays en voie de développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, et les économies en transition ont une expertise limitée de la législation de l'OMC ainsi que de la gestion de différends commerciaux complexes et que leur capacité à acquérir ladite expertise est limitée par de sérieuses contraintes financières et institutionnelles;

- *Reconnaissant* qu'il ne saurait y avoir de juste équilibre entre les droits et les obligations résultant de l'Accord instituant l'OMC que si tous les Membres de l'OMC comprennent les droits et les obligations qui en résultent et s'ils ont les mêmes possibilités de recourir aux procédures de règlement des différends de l'OMC;

- *Reconnaissant* en outre que la crédibilité et l'acceptabilité des procédures de règlement des différends de l'OMC ne peuvent être assurées que si tous les Membres de l'OMC peuvent y participer avec efficacité;

- *Résolues,* par conséquent, à créer une source de formation, d'expertise et d'avis juridiques sur la législation de l'OMC aisément accessible aux pays en développement, en particulier aux moins avancés d'entre eux, et aux économies en transition;

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

Article 1er

Institution du Centre consultatif sur la législation de l'OMC

Le Centre consultatif sur la législation de l'OMC (ci-après dénommé le « Centre ») est institué par le présent accord.

Article 2

Objectifs et fonctions du Centre

1. Le but du Centre est de fournir aux pays en développement, en particulier aux moins avancés d'entre eux, et aux économies en transition une formation, une aide et des avis juridiques relatifs à la législation de l'OMC et aux procédures de règlement des différends.

2. A cette fin, le Centre:

- donnera des avis juridiques sur la législation de l'OMC;
- fournira une aide aux Parties et aux tierces parties dans les procédures de règlement des différends de l'OMC;
- formera des fonctionnaires dans le droit de l'OMC par des séminaires sur la législation et la jurisprudence de l'OMC, des stages et d'autres moyens appropriés;
- et exercera toute autre fonction que lui est assignée par l'Assemblée générale.

Article 3

Structure du Centre

1. Le Centre disposera d'une Assemblée générale, d'un Conseil de direction et d'un Directeur général.

2. L'Assemblée générale sera composée des représentants des Membres du Centre et des représentants des pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III. L'Assemblée générale se réunira au moins deux fois l'an pour:

- évaluer les performances du Centre ;
- élire le Conseil de direction;
- adopter les règles proposées par le Conseil de direction;
- adopter le budget annuel proposé par le Conseil de direction; et
- exercer les fonctions qui lui sont assignées au titre des autres articles du présent accord.

L'Assemblée générale adoptera son propre règlement intérieur.

3. Le Conseil de direction sera composé de quatre membres, d'un représentant des pays les moins avancés et du Directeur général. Les membres du Conseil de direction y siègeront à titre personnel et seront élus en fonction de leurs compétences en matière de droit de l'OMC ou de relations commerciales internationales et de développement.

4. Les membres du Conseil de direction et le représentant des pays les moins avancés au Conseil de direction seront nommés par l'Assemblée générale. Le Directeur général sera membre ès qualités du Conseil de direction. Le groupe de Membres énuméré à l'Annexe I du présent accord et les trois groupes de Membres énumérés à l'Annexe II du présent accord pourront chacun proposer un membre du Conseil de direction pour nomination par l'Assemblée générale. Les pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III du présent accord pourront proposer leur représentant au Conseil de direction pour nomination par l'Assemblée générale.

5. Le Conseil de direction fera rapport à l'Assemblée générale. Le Conseil de direction se réunira aussi souvent que nécessaire pour:

- adopter les décisions nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement du Centre conformément au présent accord;
- préparer le budget annuel du Centre pour approbation par l'Assemblée générale;
- décider des recours déposés par les Membres à qui l'aide juridique dans une procédure de règlement des différends a été refusée;

- superviser la gestion de la dotation en capital du Centre;
- nommer un commissaire aux comptes externe;
- nommer le Directeur général en consultation avec les Membres;
- proposer pour adoption par l'Assemblée générale, des règles sur:
  - les procédures du Conseil de direction;
  - les attributions et les conditions d'emploi du Directeur général, du personnel du Centre et des consultants engagés par le Centre; et
  - la politique de gestion et d'investissement de la dotation en capital du Centre;
- exercer les fonctions qui lui sont assignées au titre des autres dispositions du présent accord.

6. Le Directeur général fera rapport au Conseil de direction et sera invité à participer à toutes ses réunions. Le Directeur général:

- gèrera les affaires courantes du Centre;
- recrutera, dirigera et licenciera le personnel du Centre, conformément au règlement du personnel adopté par l'Assemblée générale;
- engagera et supervisera les consultants;
- soumettra au Conseil de direction et à l'Assemblée générale un bilan vérifié par un tiers portant sur le budget de l'exercice précédent; et
- représentera le Centre à l'extérieur.

Article 4

Prise de décisions

1. L'Assemblée générale adoptera ses décisions par consensus. Une proposition examinée pour adoption lors d'une réunion de l'Assemblée générale sera réputée adoptée si durant la réunion aucun Membre du Centre ne s'y oppose formellement. La présente disposition s'appliquera également, *mutatis mutandis*, aux décisions adoptées par le Conseil de direction.

2. Si le président de l'Assemblée générale ou le Conseil de direction constate qu'il n'est pas possible de parvenir à une décision par consensus, le président pourra décider de soumettre la question à un vote par l'Assemblée générale. Dans ce cas, l'Assemblée générale adoptera sa décision à la majorité des quatre cinquièmes des Membres présents et votants. Chaque membre disposera d'une voix. La majorité simple des Membres du Centre constituera le quorum pour toute réunion de l'Assemblée générale pendant laquelle une question est mise aux voix.

3. Les procédures énoncées au paragraphe 1er de l'Article 11 du présent accord s'appliqueront aux décisions portant sur des amendements.

Article 5
Structure financière du Centre

1. Une dotation en capital sera créée à l'aide des contributions versées par les Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 du présent accord.

2. Le Centre facturera les frais des services juridiques en fonction de la nomenclature tarifair figurant à l'Annexe IV du présent accord.

3. Le budget annuel du Centre sera financé par les recettes de la dotation en capital du Centre, des frais facturés pour les prestations du Centre et de toute contribution volontaire versée par des gouvernements, des organisations internationales ou des parrainages privés.

4. Le Centre disposera d'un commissaire aux comptes externe.

Article 6
Droits et obligations des Membres

1. Chaque pays en développement Membre et chaque Membre dont l'économie est en transition, énuméré à l'Annexe II du présent accord, a droit aux services du Centre conformément aux règles adoptées par l'Assemblée générale et à la nomenclature tarifair énoncé à l'Annexe IV. Chaque Membre

pourra demander que l'assistance dans la procédure de règlement des différends de l'OMC soit fournie dans l'une des trois langues officielles de l'OMC.

2. Chaque Membre ayant accepté le présent accord sera tenu de verser dans les moindres délais une contribution unique à la dotation en capital du Centre et/ou des contributions annuelles pendant les cinq premières années de fonctionnement du Centre, conformément au barème des contributions figurant aux Annexes I et II du présent accord. Tout Membre ayant adhéré au présent accord versera des contributions conformément aux dispositions de l'instrument d'adhésion.

3. Chaque Membre paiera, dans les moindres délais, les frais facturés pour les services fournis par le Centre.

4. Si le Conseil de direction constate qu'un Membre ne respecte pas l'une de ses obligations en vertu du paragraphe 2 ou 3 du présent Article, il pourra décider de refuser à ce Membre l'exercice de ses droits au titre du paragraphe 1^er^ du présent Article.

5. Rien dans le présent accord ne sera interprété comme impliquant une responsabilité financière pour un Membre, au-delà des responsabilités découlant des paragraphes 2 et 3 du présent Article.

Article 7

Droits des pays les moins avancés

Les pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III bénéficieront, lorsqu'ils en feront la demande, des services du Centre, conformément aux règles adoptées par l'Assemblée générale et au tarif énoncé à l'Annexe IV. Chacun de ces pays pourra demander que l'assistance dans les procédures de règlement des différends de l'OMC soit fournie dans l'une quelconque des trois langues officielles de l'OMC.

Article 8

Priorités dans la répartition de l'assistance fournie dans les procédures de règlement des différends de l'OMC.

Si deux pays ayant droit à une assistance dans les procédures de règlement des différends de l'OMC sont impliqués par une même procédure, l'aide sera fournie en fonction des priorités suivantes: En premier lieu, les pays les moins avancés; en deuxième lieu, les Membres ayant accepté le présent accord; en troisième lieu, les Membres ayant adhéré au présent accord. L'Assemblée générale adoptera des règles relatives à la répartition de l'assistance fournie dans les procédures de règlement des différends de l'OMC qui reflèteront ces priorités.

Article 9

Coopération avec d'autres organisations internationales

Le Centre coopèrera avec l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organisations internationales en vue de promouvoir les objectifs du présent accord.

Article 10

Statut juridique du Centre

1. Le Centre aura la personnalité juridique. Il aura notamment la capacité de s'engager par contrat, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers et d'engager des poursuites légales.

2. Le Centre sera installé à Genève, Suisse.

3. Le Centre s'efforcera de conclure un accord avec la Confédération Suisse sur le statut, les privilèges et les immunités du Centre. L'accord pourra être signé par le président de l'Assemblée générale sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale. L'accord pourra stipuler que la Confédération Suisse accordera au Centre, au Directeur général et au personnel le statut, les privilèges et les immunités que la Confédération Suisse

accorde aux missions diplomatiques permanentes et à leurs membres ou aux organisations internationales et à leur personnel.

Article 11

Amendement, retrait et dénonciation

1. Tout Membre du Centre et le Conseil de direction pourra soumettre à l'Assemblée générale une proposition d'amendement d'une disposition du présent accord. La proposition sera notifiée dans les moindres délais à tous les Membres. L'Assemblée générale pourra décider de soumettre la proposition à l'approbation des Membres. L'amendement entrera en vigueur le 30° jour qui suivra la date à laquelle le dépositaire aura recu les instruments d'acceptation de tous les Membres.

2. Si la situation financière du Centre l'exige, tout Membre du Centre et le Conseil de direction pourra soumettre à l'Assemblée générale une proposition pour modifier le barème de contributions énoncé aux Annexes I et II du présent accord et le tarif énoncé à l'Annexe IV du présent Accord. La modification prendra effet le 30° jour qui suivra la date à laquelle l'Assemblée générale l'aura adoptée à l'unanimité.

3. Les paragraphes 1 et 2 du présent Article sont sans préiudice de l'obligation du Conseil de direction de modifier les Annexes II et IV conformément aux Notes qui y sont contenues.

4. Tout Membre pourra, à tout moment, se retirer du présent accord en notifiant le dépositaire par écrit. Le dépositaire informera le Directeur général du Centre et les Membres du Centre d'une telle notification. Le retrait prendra effet le 30° jour qui suivra la date à laquelle l'avis aura été reçu par le dépositaire. Le retrait est sans effet sur l'obligation de payer les frais pour les services rendus par le Centre, conformément au paragraphe 3 de l'Article 6 du présent accord. Le Membre qui se retire n'aura pas droit au remboursement de ses contributions à la dotation en capital du Centre.

5. L'Assemblée générale pourra décider de dénoncer le présent accord. En cas de dénonciation, les actifs du Centre seront distribués entre les Membres actuels et passés du Centre au prorata du total des contributions de chaque Membre à la dotation en capital et/ou au budget annuel du Centre.

Article 12

Dispositions transitoires

1. Pendant les cinq premières années de fonctionnement du Centre, le budget annuel du Centre sera financé par les contributions annuelles versées par les Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 et de l'Annexe I du présent accord. Pendant cette période, les revenus provenant de la dotation en capital et des frais facturés pour services rendus seront versés à la dotation en capital.

2. Pendant les cinq premières années du fonctionnement du Centre, le Conseil général sera composé de cinq Membres. Les Membres figurant à l'Annexe I du présent accord pourront nommer deux personnes pour siéger au Conseil de direction pendant cette période.

3. L'obligation pour un Membre de verser des contributions annuelles pendant les cinq premières années de fonctionnement du Centre, conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 et de l'Annexe I du présent accord, ne sera pas affectée par le retrait de ce Membre du présent accord.

Article 13

Acceptation et entrée en vigueur

1. Tout Etat ou territoire douanier distinct énuméré dans les Annexes I, II ou III du présent accord pourra devenir Membre du Centre en acceptant le présent accord, par voie de signature ou par voie de signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, pendant la troisième Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Seattle du 30 novembre au 3 décembre 1999, et ensuite jusqu'au 31 mars 2000. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation devront être déposés au plus tard le 30 septembre 2002.

2. Le présent accord entrera en vigueur le 30^{e} jour qui suivra la date à laquelle les conditions suivantes auront été réunies:

- le vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou de signature non soumise à ratification, acceptation ou approbation aura déposé;
- le total des contributions uniques versées à la dotation en capital du Centre que les Etats et les territoires douaniers distincts ayant accepté le présent accord sont obligés de verser, conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 et aux Annexes et II du présent accord, dépassèra six millions de dollars américains; et
- le total des contributions annuelles que les Etats ou les territoires douaniers distincts ayant accepté le présent accord sont obligés de verser, conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 et à l'Annexe I du présent Accord, dépassera six millions de dollars américains.

3. Pour chaque signataire du présent accord qui déposera ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation après la date à laquelle les conditions visées au paragraphe 2 du présent Article auront été remplies, l'accord entrera en vigueur le 30^{e} jour qui suivra la date à laquelle les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auront été déposés.

Article 14

Réserves

Il ne pourra être formulé de réserves en ce qui concerne une disposition du présent accord.

Article 15

Annexes

Les Annexes du présent accord font partie intégrante de cet accord.

Article 16

Adhésion

Tout Membre de l'OMC et tout Etat ou territoire douanier distinct en cours d'accession à l'OMC pourra devenir Membre du Centre en adhérant au présent accord aux conditions convenues entre lui et le Centre. Les adhésions seront effectuées par un instrument d'adhésion approuvé par l'Assemblée générale. L'Assemblée générale n'approuvera l'instrument d'adhésion que si le Conseil de direction l'informe que l'adhésion ne poserait de problème, ni financier, ni opérationnel, au Centre. Le présent accord entrera en vigueur, pour le Membre de l'OMC qui adhère ou pour l'Etat ou le territoire douanier distinct en cours d'accession à l'OMC, le 30[e] jour qui suivra la date à laquelle les instruments d'adhésion auront été déposés auprès du dépositaire.

Article 17

Dépôt et Enregistrement

1. Le présent accord sera déposé auprès du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

2. Le présent accord sera enregistré conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

FAIT à Seattle, le trente novembre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi.

ANNEXE I

CONTRIBUTIONS MINIMALES DES PAYS DEVELOPÉS MEMBRES

Membre OMC	Contribution à la dotation en capital	Contribution au budget annuel pendant les cinq premières années
Allemagne		
Australie		
Autriche		
Belgique		
Canada	US$ 1,000,000	
Communautés européennes		
Danemark	US$ 1,000,000	
Espagne		
Etats-Unis d'Amérique		
Finlande	US$ 1,000,000	
France		
Grèce		
Irlande	US$ 1,000,000	US$ 1,250,000
Islande		
Italie	US$ 1,000,000	
Japon		
Liechtenstein		
Luxembourg		
Norvège	US$ 1,000,000	US$ 1,250,000
Nouvelle Zélande		
Pays-Bas	US$ 1,000,000	US$ 1,250,000
Portugal		
Royaume-Uni		US$ 1,250,000
Suède	US$ 1,000,000	
Suisse		

Note: Si un Membre l'estime nécessaire, il peut verser sa contribution à la dotation en capital par tranches annuelles du même montant pendant les trois années suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

ANNEX II

CONTRIBUTIONS MINIMALES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES ET DES MEMBRES DONT L'ÉCONOMIE EST EN TRANSITION

Critère	MEMBRE OMC	% de la	Contribution à la dotation en capital
	CATÉGORIE A		
> 1.5%	Corée	2.32	US$ 300,000
	Hong Kong, Chine	3.54	US$ 300,000
	Mexique	1.51	US$ 300,000
	Singapour	2.25	US$ 300,000
ou Revenu élevé	Brunei Darussalam	0.04	US$ 300,000
	Chypre	0.07	US$ 300,000
	Emirats arabes unis	0.52	US$ 300,000
	Israel	0.59	US$ 300,000
	Koweït	0.24	US$ 300,000
	Macao	0.07	US$ 300,000
	Qatar	0.06	US$ 300,000
	CATÉGORIE B		
> 0.15% < 1.5%	Afrique du Sud	0.55	US$ 100,000
	Argentine	0.47	US$ 100,000
	Brésil	0.92	US$ 100,000
	Chili	0.29	US$ 100,000
	Colombie	0.25	US$ 100,000
	Egypte	0.26	US$ 100,000
	Hongrie	0.32	US$ 100,000
	Inde	0.57	US$ 100,000
	Indonésie	0.87	US$ 100,000
	Malaisie	1.31	US$ 100,000
	Maroc	0.16	US$ 100,000
	Nigeria	0.20	US$ 100,000
	Pakistan	0.19	US$ 100,000
	Philippines	0.46	US$ 100,000
	Pologne	0.48	US$ 100,000
	République slovaque	0.17	US$ 100,000
	République tchèque	0.51	US$ 100,000
	Roumanie	0.15	US$ 100,000
	Slovénie	0.19	US$ 100,000
	Thaïlande	1.19	US$ 100,000
	Turquie	0.60	US$ 100,000
	Venezuela	0, 32	US$ 100,000
ou Revenu moyen			
supérieur	Antigua-et-Barbuda	0,03	US$ 100,000
	Bahreïn	0,09	US$ 100,000
	Barbade	0.03	US$ 100,000
	Gabon	0.04	US$ 100,000
	Malte	0.05	US$ 100,000
	Maurice	0.04	US$ 100,000
	St. Kitts-et-Nevis	0.03	US$ 100,000
	St. Lucie	0.03	US$ 100,000
	Trinité-et-Tobago	0.04	US$ 100,000
	Uruguay	0.06	US$ 100,000

CATEGORIE C			
< 0.15%	Belize	0.03	US$50,000
	Bolivie	0.03	US$50,000
	Botswana	0.04	US$50,000
	Bulgarie	0.11	US$50,000
	Cameroun	0.04	US$50,000
	Congo	0.04	US$50,000
	Costa Rica	0.07	US$50,000
	Côte d'Ivoire	0.07	US$50,000
	Cuba	0.04	US$50,000
	Dominique	0.03	US$50,000
	El Salvador	0.04	US$50,000
	Equateur	0.09	US$50,000
	Estonie*	0.03	US$50,000
	Fidji	0.03	US$50,000
	Georgie*	0.03	US$50,000
	Ghana	0.03	US$50,000
	Grenade	0.03	US$50,000
	Guatemala	0.05	US$50,000
	Guyana	0.03	US$50,000
	Honduras	0.03	US$50,000
	Jamaïque	0.06	US$50,000
	Kenya	0.05	US$50,000
	Lettonie	0.03	US$50,000
	Mongolie	0.03	US$50,000
	Namibie	0.03	US$50,000
	Nicaragua	0.03	US$50,000
	Panama	0.14	US$50,000
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	0.05	US$50,000
	Paraguay	0.05	US$50,000
	Pérou	0.12	US$50,000
	République dominicaine	0.10	US$50,000
	République kirguize	0.03	US$50,000
	Saint-Vincent-et-Grenadines	0.03	US$50,000
	Sénégal	0.03	US$50,000
	Sri Lanka	0.09	US$50,000
	Suriname	0.03	US$50,000
	Swaziland	0.03	US$50,000
	Tunisie	0.14	US$50,000
	Zimbabwe	0.03	US$50,000
Pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III qui ont accepté le présent accord.			US$50,000

*Attendant le dépôt de l'instrument d'acceptation

Notes:

1. Si un Membre l'estime nécessaire, il pourra verser sa contribution à la dotation en capital par tranches annuelles du même montant pendant les quatre années suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

2. Le classement des pays énumérés dans la présente Annexe II en Membres du Groupe A, B et C a été effectué en fonction de leur part dans le commerce mondial avec une correction vers le haut pour tenir compte de leur revenu par habitant, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. La part dans le commerce mondial a été déterminée sur la base de la part dans le commerce mondial utilisée par l'OMC pour déterminer la part qui incombe à ses Membres dans les dépenses de l'OMC. Le revenu par habitant est fondé sur des statistiques de la Banque mondiale. Compte tenu de ces critères et de ces sources statistiques, le Conseil de direction reverra le classement des Membres figurant dans la présente Annexe au moins une fois tous les cinq ans et si nécessaire, modifiera le classement pour tenir compte de tout changement de la part dans le commerce mondial et/ou du revenu par habitant desdits Membres.

Catégorie	Part du commerce mondial	PNB par habitant
A	> = 1,5% ou	Pays à revenu élevé
B	> = 0,15 % et < 1,5% ou	Pays à revenu moyen supérieur
C	< 0,15%	

3. Les dispositions de l'Article 7 et de l'Annexe IV du présent accord s'appliqueront de la même manière aux pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III qui n'ont pas accepté le présent accord et aux pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III qui ont accepté le présent accord.

4. Les Etats et les territoires douaniers distincts énumérés à l'Annexe II qui ne sont pas Membres du Centre pourront solliciter l'aide du Centre dans des procédures de règlement des différends de l'OMC, sous réserve des frais énoncés à l'Annexe IV du présent accord. Ladite aide sera fournie à condition qu'aucun Membre du Centre ne soit impliqué par le même cas ou que tout Membre impliqué par le même cas autorise le Centre à aider ledit Etat ou territoire douanier. Tous les autres services seront fournis exclusivement aux Membres et aux pays les moins avancés.

ANNEXE III

PAYS LES MOINS AVANCÉS AYANT DROIT AUX SERVICES DU CENTRE

Membre OMC	% de la contribution à l'OMC
Angola	0.07
Bangladesh	0.09
Bénin	0.03
Bhoutan*	0.03
Burkina Faso	0.03
Burundi	0.03
Cambodge*	0.03
Cap-Vert*	0.03
Djibouti	0.03
Gambie	0.03
Guinée-Bissau	0.03
Haïti	0.03
Iles Salomon	0.03
Lesotho	0.03
Madagascar	0.03
Malawi	0.03
Maldives	0.03
Mali	0.03
Mauritanie	0.03
Mozambique	0.03
Myanmar	0.03
Nepal*	0.03
Niger	0.03
République centrafricaine	0.03
République démocratique du Congo	0.03
République de Guinée	0.03
République démocratique populaire Lao*	0.03
Rwanda	0.03
Samoa*	0.03
Sierra Leone	0.03
Soudan*	0.03
Tanzanie	0.03
Tchad	0.03
Togo	0.03
Uganda	0.03
Vanuatu*	0.03
Zambie	0.03

* En cours d'accession à l'OMC.

Note: Si les Nations Unies désignent un pays qui ne figure pas dans la présente Annexe comme étant parmi les pays les moins avancés, le Conseil de direction ajoutera ce pays à la présente Annexe, à condition qu'il soit Membre de l'OMC ou en cours d'accession à l'OMC. Si un pays énuméré dans la présente Annexe n'est plus considéré par les Nations Unies comme étant parmi les pays les moins avancés, le Conseil de direction supprimera ledit pays de la présente Annexe.

ANNEXE IV

TARIF DES SERVICES FOURNIS PAR LE CENTRE

SERVICE	FRAIS (taux horaire)	
Avis juridiques sur la législation de l'OMC:		
Membres et pays les moins avancés	Gratuit, sous réserve d'un nombre d'heures maximum à déterminer par le Conseil de direction.	
Pays en développement non Membres du Centre:		
Catégorie A	US$ 350	
Catégorie B	US$ 300	
Catégorie C	US$ 250	
Aide dans les procédures de règlement des différends de l'OMC:		
Les frais seront facturés à l'heure ou au cas. Lorsqu'ils sont facturés au cas, des devis seront proposés pour chaque phase de la procédure (notamment pour la phase du groupe spécial, la phase d'appel etc.).		
Lorsque deux Membres ou un Membre et un pays moins avancé sollicitent les services du Centre, et qu'il devient nécessaire de sous-traiter des consultations juridiques externes, les frais des deux parties seront majorés de 20 pour cent.		
• Membres et pays les moins avancés:	Un pourcentage du tarif horaire (US$250)	
	Rabais	Tarif horaire payable
Catégorie A	20%	US$ 200
Catégorie B	40%	US$ 150
Catégorie C	60%	US$ 100
Pays les moins avancés	90%	US$ 25
Pays en développement non Membres du Centre:		
Catégorie A	US$ 350	
Catégorie B	US$ 300	
Catégorie C	US$ 250	
• Séminaires sur la jurisprudence et autres activités de formation	Gratuit pour les Membres	
Stages:		
Pays les moins avancés	Sous réserve de parrainage. Le Centre paiera les frais et le salaire.	
Membres	Les frais et le salaire sont à la charge du gouvernement du stagiaire, sauf en cas de parrainage.	

Note: Ce tarif peut être modifié par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil de direction pour tenir compte des modifications de l'indice suisse des prix à la consommation.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized have signed this Agreement.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités, ont signé le présent Accord.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes, debidamente autorizados, han firmado el presente Acuerdo.

DONE at Seattle this thirtieth day of November one thousand nine hundred and ninety-nine.

FAIT à Seattle, le trente novembre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

HECHO en Seattle, le treinta de noviembre de mil novecientos noventa y nueve.

For Australia
Pour l'Australie
Por Australia

For the Republic of Austria
Pour la République d'Autriche
Por la República de Austria

For the Kingdom of Belgium
Pour le Royaume de Belgique
Por el Reino de Bélgica

For Canada
Pour le Canada
Por el Canadá

For the Kingdom of Denmark
Pour le Royaume du Danemark
Por el Reino de Dinamarca

For the European Communities
Pour les Communautés européennes
Por las Comunidades Europeas

For the Republic of Finland
Pour le République de Finlande
Por la República de Finlandia

For the French Republic
Pour la République française
Por la República Francesa

For the Federal Republic of Germany
Pour la République fédérale d'Allemagne
Por la República Federal de Alemania

For the Hellenic Republic
Pour la République hellénique
Por la República Helénica

For the Republic of Iceland
Pour la République d'Islande
Por la República de Islandia

For Ireland
Pour l'Irlande
Por Irlanda

Tom Kitt, Minister of State,

For the Italian Republic
Pour la République italienne
Por la República Italiana

For Japan
Pour le Japon
Por el Japón

For the Principality of Liechtenstein
Pour la Principauté de Liechtenstein
Por el Principado de Liechtenstein

For the Grand Duchy of Luxembourg
Pour le Grand-Duché de Luxembourg
Por el Gran Ducado de Luxemburgo

For the Kingdom of the Netherlands
Pour le Royaume des Pays-Bas
Por el Reino de los Países Bajos

— subject to acceptance

For New Zealand
Pour la Nouvelle-Zélande
Por Nueva Zelandia

For the Kingdom of Norway

Pour le Royaume de Norvège

Por el Reino de Noruega

(subject to ratification)

For the Portuguese Republic

Pour la République portugaise

Por la República Portuguesa

For the Kingdom of Spain

Pour le Royaume d'Espagne

Por el Reino de España

For the Kingdom of Sweden

Pour le Royaume de Suède

Por el Reino de Suecia

For the Swiss Confederation

Pour la Confédération suisse

Por la Confederación Suiza

For Hong Kong, China
Pour Hong Kong, Chine
Por Hong Kong, China

For the Republic of Korea
Pour la République de Corée
Por le República de Corea

For the United Mexican States
Pour les Etats-Unis du Mexique
Por los Estados Unidos Mexicanos

For the Republic of Singapore
Pour la République de Singapour
Por la República de Singapur

For Brunei Darussalam
Pour Brunéi Darussalam
Por Brunei Darussalam

For the Republic of Cyprus
Pour la République de Chypre
Por la República de Chipre

For the State of Israel
Pour l'Etat d'Israël
Por el Estado de Israel

For the State of Kuwait
Pour l'Etat du Koweït
Por el Estado de Kuwait

For Macau
Pour Macao
Por Macao

For the State of Qatar
Pour l'Etat du Qatar
Por el Estado de Qatar

For the United Arab Emirates
Pour les Emirats arabes unis
Por los Emiratos Arabes Unidos

For the Argentine Republic
Pour le République argentine
Por la República Argentina

For the Federative Republic of Brazil
Pour la République fédérative du Brésil
Por la República Federativa del Brasil

For the Republic of Chile
Pour la République du Chili
Por la República de Chile

For the Republic of Colombia
Pour la République de Colombie
Por la República de Colombia

For the Czech Republic
Pour la République tchèque
Por la República Checa

For the Arab Republic of Egypt
Pour la République arabe d'Egypte
Por la República Arabe de Egipto

For the Republic of Hungary
Pour la République de Hongrie
Por la República de Hungría

For the Republic of India
Pour la République de l'Inde
Por la República de la India

For the Republic of Indonesia
Pour la République d'Indonésie
Por la República de Indonesia

For Malaysia
Pour la Malaisie
Por Malasia

For the Kingdom of Morocco
Pour le Royaume du Maroc
Por el Reino de Marruecos

For the Federal Republic of Nigeria
Pour la République fédérale du Nigéria
Por la República Federal de Nigeria

For the Islamic Republic of Pakistan
Pour la République islamique du Pakistan
Por la República Islámica del Pakistán

For the Republic of the Philippines
Pour la République des Philippines
Por la República de Filipinas

For the Republic of Poland
Pour la République de Pologne
Por la República de Polonia

For Romania
Pour la Roumanie
Por Rumania

For the Slovak Republic
Pour la République slovaque
Por la República Eslovaca

For the Republic of Slovenia
Pour la République de Slovénie
Por la República de Eslovenia

For the Republic of South Africa
Pour la République sud-africaine
Por la República de Sudáfrica

For the Kingdom of Thailand
Pour le Royaume de Thaïlande
Por el Reino de Tailandia

For the Republic of Turkey
Pour la République turque
Por la República de Turquía

For the Republic of Venezuela
Pour la République du Venezuela
Por la Repúblca de Venezuela

For Antigua and Barbuda
Pour Antigua et Barbuda
Por Antigua y Barbuda

For the State of Bahrain
Pour l'Etat de Bahraïn
Por el Estado de Bahrein

For Barbados
Pour la Barbade
Por Barbados

For the Gabonese Republic
Pour la République gabonaise
Por la República Gabonesa

For the Republic of Malta
Pour la République de Malte
Por la República de Malta

For the Republic of Mauritius
Pour la République de Maurice
Por la República de Mauricio

For Saint Kitts and Nevis
Pour Saint-Kitts-Nevis
Por Saint Kitts y Nevis

For Saint Lucia
Pour Sainte-Lucie
Por Santa Lucía

For Belize
Pour le Belize
Por Belice

For the Republic of Bolivia
Pour la République de Bolivie
Por la República de Bolivia

For the Republic of Botswana
Pour la République du Botswana
Por le República de Botswana

For the Republic of Bulgaria
Pour la République de Bulgarie
Por le República de Bulgaria

For the Republic of Cameroon
Pour la République du Cameroun
Por la República del Camerún

For the Republic of the Congo
Pour la République du Congo
Por la República del Congo

For the Republic of Costa Rica
Pour la République du Costa Rica
Por la república de Costa Rica

For the Republic of Côte d'Ivoire
Pour la République de Côte d'Ivoire
Por la República de Côte d'Ivoire

For the Republic of Cuba
Pour la République de Cuba
Por la República de Cuba

For the Dominican Republic
Pour la République Dominicaine
Por la República Dominicana

For the Commonwealth of Dominica
Pour le Commonwealth de la Dominique
Por el Commonwealth de Dominica

For the Republic of Ecuador
Pour la République de l'Equateur
Por la República del Ecuador

For the Republic of El Salvador
Pour la République du Salvador
Por la República de El Salvador

For the Republic of Estonia
Pour la République d'Estonie
Por la República de Estonia

For the Republic of Fiji
Pour la République des Fidji
Por la República de Fiji

For the Republic of Ghana
Pour la République du Ghana
Por la República de Ghana

For Georgia
Pour la Géorgie
Por Georgia

For Grenada
Pour la Grenade
Por Granada

For the Republic of Guatemala
Pour la République du Guatemala
Por la República de Guatemala

For the Republic of Guyana
Pour la République de Guyana
Por la República de Guyana

For the Republic of Honduras
Pour la République du Honduras
Por la República de Honduras

For Jamaica
Pour la Jamaïque
Por Jamaica

For the Republic of Kenya
Pour la République du Kenya
Por la República de Kenya

For the Kyrgyz Republic
Pour la République Kirghize
Por la República Kirguistán

For the Republic of Latvia
Pour la République de Lettonie
Por la República de Letonia

For Mongolia
Pour la Mongolie
Por Mongolia

For the Republic of Namibia
Pour la République de Namibie
Por la República de Naminia

For the Republic of Nicaragua
Pour la République du Nicaragua
Por la República de Nicaragua

For the Republic of Panama
Pour la République de Panama
Por la República de Panamá

For the Independant State of Papua New-Guinea
Pour l'Etat Indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée
Por el Estado Independiente de Papua-Nueva Guinea

For the Republic of Paraguay
Pour la République du Paraguay
Por la República de Paraguay

For the Republic of Peru
Pour la République du Pérou
Por la República del Perú

For the Republic of Senegal
Pour la République du Sénégal
Por la República del Senegal

For the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka
Pour la République Démocratique Socialiste de Sri Lanka
Por la República Democrática Socialista de Sri Lanka

For Saint Vincent and the Grenadines
Pour Saint-Vincent-et-Grenadines
Por San Vicente y las Granadinas

For the Republic of Suriname
Pour la République du Suriname
Por la República de Suriname

For the Kingdom of Swaziland
Pour le Royaume du Swaziland
Por el Reino de Swazilandia

For the Republic of Tunisia
Pour la République Tunisienne
Por la República de Túnez

For the Republic of Zimbabwe
Pour la République du Zimbabwe
Por la República de Zimbabwe

ACCORDO ISTITUTIVO
DEL CENTRO CONSULTIVO SULLA LEGISLAZIONE DELL'OMC

Le parti al presente Accordo,

- *Prendendo* atto che l'Accordo istitutivo dell'Organizzazione mondiale del Commercio (di seguito denominata "OMC") ha creato un ordinamento giuridico e procedure complesse per la soluzione delle controversie;

- *Prendendo* atto inoltre che i paesi in via di sviluppo, in modo particolare quelli meno progrediti e le economie in transizione hanno scarsa perizia per quanto riguarda la legislazione dell' OMC e la gestione di controversie commerciali complesse, e che la loro capacità di divenire esperti in questo settore è limitata da gravi costrizioni finanziarie ed istituzionali;.

- *Riconoscendo* che potrà esservi un giusto equilibrio fra i diritti e gli obblighi derivanti dall'Accordo Istitutivo dell'OMC solo se tutti i Membri dell'OMC recepiscono appieno i diritti e gli obblighi che ne derivano ed hanno pari opportunità di avvalersi delle procedure dell'OMC per la soluzione delle controversie;

- *Riconoscendo* inoltre che l'affidabilità e l'accettabilità delle procedure OMC per la soluzione delle controversie sono garantite solo se tutti i Membri dell'OMC possono parteciparvi con efficacia;

- *Determinate* di conseguenza a creare un centro di formazione professionale, di perizia e di pareri giuridici sulla legislazione dell'OMC , agevolmente accessibile ai paesi in via di sviluppo, in modo particolare quelli meno progrediti, ed alle economie in transizione ;

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

Articolo 1°
Istituzione del Centro consultivo sulla legislazione dell'OMC

Il Centro consultivo sulla legislazione dell'OMC (di seguito denominato il "Centro") è istituito dal presente accordo.

Articolo 2
Obiettivi e funzioni del Centro

1. Lo scopo del Centro è di fornire ai paesi in via di sviluppo, in modo particolare a quelli meno progrediti, ed alle economie in transizione, una formazione professionale, un'assistenza e pareri giuridici relativi alla legislazione dell'OMC ed alle procedure di soluzione delle controversie.

2. A tal fine, il Centro:

- fornirà pareri giuridici sulla legislazione dell'OMC ;

- fornirà assistenza alle Parti ed a terzi per le procedure dell''OMC relative alla soluzione delle controversie;

- offrirà ai funzionari una formazione in diritto dell'OMC per mezzo di seminari sulla legislazione e la giurisprudenza dell'OMC, borse di studio ed altri mezzi appropriati;

- eserciterà ogni altra funzione conferitagli dall'Assemblea generale.

Articolo 3

Struttura del Centro

1. Il Centro disporrà di un'Assemblea generale, di un Consiglio direttivo e di un Direttore generale.

2. L'Assemblea sarà composta da rappresentanti dei Membri del Centro e dai rappresentanti dei paesi meno progrediti elencati all'Annesso III. L'Assemblea generale si riunirà almeno due volte l'anno per:

- valutare le prestazioni del Centro;
- eleggere il Consiglio direttivo;
- adottare le regole proposte dal Consiglio direttivo;
- adottare il bilancio preventivo annuale proposto dal Consiglio direttivo;
- esercitare le funzioni attribuitegli ai sensi degli altri articoli del presente accordo.

L'Assemblea generale adotterà il proprio regolamento interno.

3. Il Consiglio direttivo sarà composto da quattro membri, da un rappresentante dei paesi meno progrediti e dal Direttore generale. I membri del Consiglio direttivo siederanno a titolo personale e saranno eletti in funzione delle loro competenze in materia di diritto dell'OMC ovvero in funzione di relazioni commerciali internazionali e di sviluppo.

4. I membri del Consiglio direttivo ed il rappresentante dei paesi meno progrediti nel Consiglio direttivo saranno nominati dall'Assemblea generale. Il Direttore generale sarà membro a titolo delle sue funzioni del Consiglio direttivo.

Il gruppo di Membri elencato all'Annesso I del presente accordo ed i tre gruppi di Membri elencati all'Annesso II del presente accordo potranno ciascuno proporre un membro del Consiglio direttivo per la nomina da parte dell'Assemblea generale. I paesi meno progrediti enumerati all'Annesso III del presente accordo potranno proporre il loro rappresentante al Consiglio direttivo per la nomina da parte dell'Assemblea generale.

5. Il Consiglio direttivo farà rapporto all'Assemblea generale. Il Consiglio direttivo si riunirà ogni qualvolta ciò sarà necessario per:

- adottare le decisioni necessarie al fine di garantire una corretta operatività del Centro in conformità al presente accordo;
- predisporre il bilancio preventivo annuale del Centro in vista dell'approvazione dell'Assemblea generale;
- decidere in merito ai ricorsi presentati dai Membri a cui è stata negata l'assistenza giuridica in una procedura di soluzione delle controversie;
- controllare la gestione del fondo di dotazione del Centro;
- nominare un revisore dei conti esterno;
- nominare il Direttore generale in consultazione con i Membri;
- proporre, in vista dell'adozione da parte dell'Assemblea generale, regole su:
    - le procedure del Consiglio direttivo;
    - le competenze e le condizioni d'impiego del Direttore generale, del personale del Centro e dei consulenti ingaggiati dal Centro; e
    - la politica di gestione e d'investimento del fondo di dotazione del Centro;
- esercitare le funzioni attribuitegli a titolo delle altre disposizioni del presente accordo.

5. Il Direttore generale farà rapporto al Consiglio direttivo e sarà invitato a partecipare a tutte le sue riunioni. Il Direttore generale:

- gestirà gli affari correnti del Centro;
- recluterà, dirigerà e licenzierà il personale del Centro, in conformità al regolamento del personale adottato dall'Assemblea generale;
- ingaggerà e controllerà i consulenti;
- sottoporrà al Consiglio direttivo ed all'Assemblea generale un bilancio verificato da terzi, vertente sul bilancio preventivo dell'esercizio precedente;
- rappresenterà il Centro all'esterno.

Articolo 4

Adozione di decisioni

1. L'Assemblea generale adotterà le sue decisioni mediante consenso. Una proposta esaminata in vista della sua adozione in una riunione dell'Assemblea generale, sarà considerata adottata se durante la riunione nessun Membro del Centro vi si oppone formalmente. La presente disposizione si applicherà ugualmente, *mutatis mutandis*, alle decisioni adottate dal Consiglio direttivo.

2. Se il presidente dell'Assemblea generale, o il Consiglio direttivo constatano che non è possibile pervenire ad una decisione per consenso, il presidente potrà decidere di sottoporre la questione al voto dell'Assemblea generale .In tal caso, l'Assemblea generale deciderà a maggioranza di quattro quinti dei Membri presenti e votanti. Ciascun Membro disporrà di un voto. La maggioranza semplice dei Membri del Centro costituirà il quorum per ogni riunione dell'Assemblea generale in cui una questione è messa ai voti.

3. Le procedure enunciate al paragrafo 1° dell'Articolo 11 del presente accordo si applicheranno alle decisioni relative ad emendamenti.

Articolo 5

Struttura finanziaria del Centro

1. Sarà costituito un fondo di dotazione grazie ai contributi versati dai Membri in conformità al paragrafo 2 dell'Articolo 6 del presente accordo.

2. Il Centro fatturerà le spese per i servizi giuridici in base alle tariffe figuranti all'Annesso IV del presente accordo.

3. Il bilancio preventivo annuale del Centro sarà finanziato con i proventi del fondo di dotazione del Centro, delle spese fatturate per le prestazioni del Centro e dei contributi volontari versati da governi, organizzazioni internazionali, sponsorizzazioni private.

4. Il Centro disporrà di un revisore dei conti esterno.

Articolo 6

Diritti ed obblighi dei Membri

1. Ciascun paese in via di sviluppo Membro, e ciascun Membro avente un'economia in transizione, elencato all'Annesso II del presente accordo, ha diritto ai servizi del Centro in conformità alle regole adottate dall'Assemblea generale ed in base alle tariffe enunciate all'Annesso IV. Ciascun Membro potrà chiedere che l'assistenza per una procedura dell'OMC relativa alla soluzione delle controversie sia fornita in una delle tre lingue ufficiali dell'OMC.

2. Ciascun Membro che abbia accettato il presente accordo sarà tenuto a versare al più presto un contributo forfettario al fondo di dotazione del Centro e/o contributi annuali nei primi cinque anni di operatività del Centro, in conformità alle tabelle di contribuzione figuranti agli Annessi I e II del presente accordo. Ogni Membro che ha aderito al presente accordo verserà contributi in conformità alle disposizioni dello strumento di adesione.

3. Ciascun Membro pagherà al più presto le spese fatturate per i servizi forniti dal Centro.

4. Il Consiglio direttivo, se constata che un Membro non rispetta un suo obbligo in forza del paragrafo 2 o 3 del presente Articolo, potrà decidere di negare a detto Membro l'esercizio dei suoi diritti a titolo del paragrafo 1° del presente Articolo.

5. Nulla nel presente accordo sarà interpretato nel senso di implicare una responsabilità finanziaria per un Membro, oltre alle responsabilità derivanti dai paragrafi 2 e 3 del presente Articolo.

Articolo 7

Diritti dei paesi meno progrediti

I paesi meno progrediti elencati all'Annesso III beneficeranno, qualora ne facciano domanda, dei servizi del Centro, in conformità alle regole adottate dall'Assemblea generale ed in base alle tariffe stabilite all'Annesso IV. Ciascuno di questi paesi potrà chiedere che l'assistenza nelle procedure dell'OMC per la soluzione delle controversie sia fornita in una qualsiasi delle tre lingue ufficiali dell'OMC.

Articolo 8

Priorità nella ripartizione dell'assistenza fornita nelle procedure per la soluzione delle controversie dell'OMC

Se due paesi aventi diritto ad un'assistenza per le procedure dell'OMC relativa alla soluzione delle controversie sono coinvolti nella stessa procedura, l'aiuto sarà fornito in funzione delle seguenti priorità: innanzitutto, i paesi meno progrediti; in secondo luogo, i Membri che hanno accettato il presente accordo; in terzo luogo , i Membri che hanno aderito al presente accordo. Per la ripartizione dell'assistenza da fornire nelle procedure di soluzione delle controversie dell'OMC, l'Assemblea generale adotterà delle regole che tengano conto di tali priorità.

Articolo 9

Collaborazione con altre organizzazioni internazionali

Il Centro collabora con l'Organizzazione mondiale del Commercio e con altre organizzazioni internazionali in vista di promuovere gli obiettivi del presente accordo.

Articolo 10

Statuto giuridico del Centro

1. Il Centro avrà personalità giuridica. In modo particolare, avrà capacità d'impegnarsi mediante contratto, di acquistare ed alienare beni immobili e mobili e d'intentare azioni legali.

2. Il Centro sarà installato a Ginevra, Svizzera.

3. Il Centro farà in modo di concludere un accordo con la Confederazione Svizzera sullo statuto, i privilegi e le immunità del Centro. L'accordo potrà essere firmato dal presidente dell'Assemblea generale, fermo restando l'approvazione dell'Assemblea generale. L'accordo potrà prevedere che la Confederazione Svizzera conceda al Centro, al Direttore generale ed al personale lo statuto, i privilegi e le immunità che la Confederazione Svizzera concede alle rappresentanze diplomatiche permanenti ed ai loro membri, o alle organizzazioni internazionali ed al loro personale.

Articolo 11

Emendamento, recesso e denuncia

1. Ogni Membro del Centro, nonché il Consiglio direttivo, potrà sottoporre all'Assemblea generale una proposta di emendamento di una disposizione del presente accordo. La proposta sarà notificata al più presto a tutti i Membri. L'Assemblea generale potrà decidere di sottoporre la proposta all'approvazione dei Membri. L'emendamento entrerà in vigore il 30° giorno successivo alla data in cui il depositario avrà ricevuto gli strumenti di accettazione di tutti i Membri.

2. Qualora richiesto dalla situazione finanziaria del Centro, ogni Membro del Centro ed il Consiglio direttivo potranno sottoporre all'Assemblea generale una proposta per modificare la tabella di contribuzione figurante agli Annessi I e II del presente accordo e la tariffa stabilita all'Annesso IV del presente Accordo. La modifica avrà effetto il 30° giorno successivo alla data in cui l'Assemblea generale l'avrà adottata con voto unanime.

3. I paragrafi 1 e 2 del presente Articolo non pregiudicano l'obbligo del Consiglio direttivo di modificare gli Annessi II e IV, in conformità alle Note che vi sono contenute.

4. Ogni Membro potrà in qualsiasi momento, recedere dal presente accordo, notificandone per iscritto il depositario. Il depositario informerà il Direttore generale del Centro, ed i Membri del Centro riguardo a detta notifica. Il recesso avrà effetto il 30° giorno successivo alla data in cui il depositario avrà ricevuto la notifica. Il recesso non incide sull'obbligo di pagare le spese per i servizi resi dal Centro, in conformità al paragrafo 3 dell'Articolo 6 del presente accordo. Il Membro che recede non avrà diritto ad essere rimborsato dei contributi versati al fondo di dotazione del Centro.

5. L'Assemblea Generale potrà decidere di denunciare il presente Accordo. In caso di denuncia, l'attivo del Centro sarà distribuito fra i Membri del Centro, attuali e pregressi, proporzionalmente al totale dei contributi versati da ciascun Membro al fondo di dotazione e/o al bilancio preventivo annuale del Centro.

Articolo 12

Disposizioni transitorie

1. Nei primi cinque anni di operatività del Centro, il bilancio preventivo annuale del Centro sarà finanziato con i contributi annuali versati dai Membri in conformità al paragrafo 2 dell'Articolo 6 e dell'Annesso I del presente accordo. In questo periodo, gli utili derivanti dal fondo di dotazione e dalle spese fatturate per servizi resi saranno versati nel fondo di dotazione.

2. Nei primi cinque anni di operatività del Centro, il Consiglio generale sarà composto da cinque Membri. I Membri che figurano all'Annesso I del presente accordo potranno nominare due persone che siederanno al Consiglio direttivo in detto periodo.

3. L'obbligo per un Membro di versare contributi annuali nei primi cinque anni di operatività del Centro, in conformità al paragrafo 2 dell'Articolo 6 e dell'Annesso I del presente accordo, non sarà pregiudicato dal recesso di detto Membro dal presente accordo.

Articolo 13

Accettazione ed entrata in vigore

1. Ogni Stato o territorio doganale distinto elencato negli Annessi I,II o III del presente accordo potrà divenire Membro del Centro accettando il presente accordo mediante firma, o firma con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, durante la terza Conferenza ministeriale dell'OMC che si terrà a Seattle dal 30 novembre al 3 dicembre 1999, e successivamente fino al 31 marzo 2000. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione dovranno essere depositati non oltre il 30 settembre 2002.

3. Il presente accordo entrerà in vigore il 30° giorno successivo alla data in cui le condizioni indicate di seguito sono soddisfatte:

- sarà stato depositato il ventesimo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;
- il totale dei contributi forfettari versati al fondo di dotazione del Centro, che gli Stati ed i territori doganali distinti che hanno accettato il presente accordo sono obbligati a versare, in conformità al paragrafo 2 dell'Articolo 6 ed agli Annessi I e II del presente accordo, supera sei milioni di dollari USA;
- il totale dei contributi annuali che gli Stati o i territori doganali distinti che hanno accettato il presente accordo sono obbligati a versare, in conformità al paragrafo 2 dell'Articolo 6 ed all'Annesso I del presente accordo, supera sei milioni di dollari USA;

3. Per ciascun firmatario del presente accordo, il quale deposita i propri strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione dopo la data in cui le condizioni menzionate al paragrafo 2 del presente Articolo sono state soddisfatte, l'accordo entrerà in vigore il 30° giorno successivo alla data in cui gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione sono stati depositati.

Articolo 14

Riserve

Non potranno essere formulate riserve riguardo a qualsiasi disposizione del presente accordo.

Articolo 15

Annessi

Gli Annessi del presente accordo sono parte integrante di questo accordo.

Articolo 16

Adesione

Ogni Membro dell'OMC, ed ogni Stato o territorio doganale distinto in fase di adesione all'OMC potrà divenire Membro del Centro aderendo al presente accordo alle condizioni stabilite fra sè stesso ed il Centro. Le adesioni saranno effettuate mediante uno strumento di adesione approvato

dall'Assemblea generale. L'Assemblea generale approverà lo strumento di adesione solo se il Consiglio direttivo la informa che l'adesione non pone al Centro alcun problema, né finanziario, né operativo. Per il Membro dell 'OMC che aderisce, o per lo Stato o territorio doganale distinto in fase di adesione all 'OMC, il presente accordo entrerà in vigore il 30° giorno successivo alla data in cui gli strumenti di adesione saranno stati depositati presso il depositario.

Articolo 17

Deposito e registrazione

1. Il presente accordo sarà depositato presso il Governo del Regno dei Paesi Bassi.

2. Il presente accordo sarà registrato in conformità alle disposizioni dell'Articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

FATTO a Seattle, il trenta novembre millenovecentonovantanove, in un unico esemplare in lingua francese, inglese e spagnola, i tre testi facenti fede.

ANNESSO I
CONTRIBUTI MINIMI DEI PAESI SVILUPPATI MEMBRI

Membro OMC	Contributo al Fondo di dotazione	Contributo al bilancio preventivo annuale nei primi cinque anni
Australia		
Austria		
Belgio		
Canada	US$ 1,000,000	
Comunità Europee		
Danimarca	US$ 1,000,000	
Finlandia	US$ 1,000,000	
Francia		
Germania		
Giappone		
Grecia		
Irlanda	US$ 1,000,000	US$ 1,250,000
Islanda		
Italia	US$ 1,000,000	
Liechtenstein		
Lussemburgo		
Norvegia	US$ 1,000,000	US$ 1,250,000
Nuova Zelanda		
Paesi Bassi	US$ 1,000,000	US$ 1,250,000
Portogallo		
Regno Unito		US$ 1,250,000
Spagna		
Stati Uniti d'America		
Svezia	US$ 1,000,000	
Svizzera		

Nota: Se un Membro lo ritiene necessario, può versare il suo contributo al Fondo di dotazione sotto forma di versamenti annuali di uguale ammontare entro i tre anni successivi all'entrata in vigore del presente accordo.

ANNESSO II

CONTRIBUTI MINIMI DEI PAESI IN VIA DI SVILUPPO MEMBRI E DEI MEMBRI AVENTI UN'ECONOMIA IN TRANSIZIONE

Criterio	MEMBRO OMC	% della	Contributo al Fondo di dotazione
	CATEGORIA A		
> 1.5%	Corea	2.32	US$ 300,000
	Hong Kong, Cina	3.54	US$ 300,000
	Messico	1.51	US$ 300,000
	Singapore	2.25	US$ 300,.000
o Reddito elevato	Brunei Darussalam	0.04	US$ 300,.000
	Cipro	0.07	US$ 300,.000
	Emirati arabi uniti	0.52	US$ 300,.000
	Israele	0.59	US$ 300,.000
	Kuwait	0.24	US$ 300,000
	Macao	0.07	US$ 300,.000
	Qatar	0.06	US$ 300,000
	CATEGORIA B		
> 0.15% < 1.5%	Africa del Sud	0.55	US$ 100,.000
	Argentina	0.47	US$ 100,000
	Brasile	0.92	US$ 100,000
	Cile	0.29	US$ 100,000
	Colombia	0.25	US$ 100,000
	Egitto	0.26	US$ 100,000
	Filippine	0.46	US$ 100,000
	India	0.57	US$ 100,000
	Indonesia	0.87	US$ 100,000
	Malesia	1.31	US$ 100,000
	Marocco	0.16	US$ 100,000
	Nigeria	0.20	US$ 100,000
	Pakistan	0.19	US$ 100,000
	Polonia	0.48	US$ 100,000
	Repubblica ceca	0.51	US$ 100,000
	Repubblica slovacca	0.17	US$ 100,000
	Romania	0.15	US$ 100,000
	Slovenia	0.19	US$ 100,000
	Tailandia	1.19	US$ 100,000
	Turchia	0.60	US$ 100,000
	Ungheria	0.32	US$ 100,000
	Venezuela	0,32	US$ 100,000
Oppure Reddito medio			
superiore	Antigua e Barbuda	0.03	US$ 100,000
	Bahrein	0.09	US$ 100,000
	Barbados	0.03	US$ 100,000
	Gabon	0.04	US$ 100,000
	Malta	0.05	US$ 100,000
	Mauritius	0.04	US$ 100,000
	S.Kitts e Nevis	0.03	US$ 100,000
	S. Lucia	0.03	US$ 100,000
	Trinidad e Tobago	0.04	US$ 100,000
	Uruguay	0.06	US$ 100,000

CATEGORIA C			
<0.15%	Belize	0.03	US$ 50,000
	Bolivia	0.03	US$ 50,000
	Botswana	0.04	US$ 50,000
	Bulgaria	0.11	US$ 50,000
	Camerun	0.04	US$ 50,000
	Congo	0.04	US$ 50,000
	Costa Rica	0.07	US$ 50,000
	Costa d'Avorio	0.07	US$ 50,000
	Cuba	0.04	US$ 50,000
	Dominica	0.03	US$ 50,000
	El Salvador	0.04	US$ 50,000
	Ecuador	0.09	US$ 50,000
	Estonia *	0.03	US$ 50,000
	Fidji	0.03	US$ 50,000
	Georgia *	0.03	US$ 50,000
	Ghana	0.03	US$ 50,000
	Giamaica	0.06	US$ 50,000
	Grenada	0.03	US$ 50,000
	Guatemala	0.05	US$ 50,000
	Guyana	0.03	US$ 50,000
	Honduras	0.03	US$ 50,000
	Kenya	0.05	US$ 50,000
	Lettonia	0.03	US$ 50,000
	Mongolia	0.03	US$ 50,000
	Namibia	0.03	US$ 50,000
	Nicaragua	0.03	US$ 50,000
	Panama	0.14	US$ 50,000
	Papuasia-Nuova Guinea	0.05	US$ 50,000
	Paraguay	0.05	US$ 50,000
	Peru	0.12	US$ 50,000
	Reppubblica dominicana	0.10	US$ 50,000
	Repubblica del Kirgizistan	0.03	US$ 50,000
	S.Vincenzo e Grenadine	0.03	US$ 50,000
	Senegal	0.03	US$ 50,000
	Sri Lanka	0.09	US$ 50,000
	Suriname	0.03	US$ 50,000
	Swaziland	0.03	US$ 50,000
	Tunisia	0.14	US$ 50,000
	Zimbabwe	0.03	US$ 50,000
Paesi meno progrediti elencati all'Annesso III che hanno accettato il presente accordo			US$ 50,000

* In attesa del deposito dello strumento di accettazione

Note:

1. Se un Membro lo ritiene necessario, potrà versare il suo contributo al Fondo di dotazione sotto forma di versamenti annuali di uguale ammontare durante i quattro anni successivi all'entrata in vigore del presente accordo.

2. La classifica dei paesi elencati nel presente Annesso II in quanto Membri del Gruppo A, B e C è stata effettuata in funzione della loro parte nel commercio mondiale, arrotondata per eccesso, al fine di tenere conto del loro reddito pro capite, come indicato nella tabella in appresso. La parte nel commercio mondiale è stata determinata in base alla parte nel commercio mondiale utilizzata dall'OMC per determinare la quota che incombe ai suoi Membri nelle spese dell'OMC. Il reddito pro capite è fondato su statistiche della Banca mondiale In considerazione di tali criteri e fonti statistiche, il Consiglio direttivo riesaminerà la classifica dei Membri che figurano nel presente Annesso almeno una volta ogni cinque anni e , ove necessario, modificherà la classifica in modo da tenere contro di qualsiasi modifica della parte dei Membri nell'ambito del commercio mondiale e/o del reddito pro-capite di detti Membri.

Categoria	Parte del commercio mondiale	PNL pro capite
A	> = 1,5% oppure	Paese con reddito elevato
B	> = 0,15% e <1,5% oppure	Paese con reddito medio superiore
C	< 0,15%	

3. Le disposizioni dell'Articolo 7 e dell'Annesso IV del presente accordo si applicheranno in uguale maniera ai paesi meno progrediti elencati all'Annesso III che non hanno accettato il presente accordo, ed ai paesi meno progrediti elencati all'Annesso III che hanno accettato il presente accordo.

4. Gli Stati ed i territori doganali distinti elencati all'Annesso II, che non sono Membri del Centro, potranno sollecitare l'aiuto del Centro per le procedure dell'OMC relative alla soluzione delle controversie, fatte salve le spese enunciate all'Annesso IV del presente accordo. Tale aiuto sarà fornito a condizione che nessun Membro del Centro sia implicato nello stesso caso di specie , o che qualsiasi Membro implicato nello stesso caso di specie autorizzi il Centro ad aiutare tale Stato o territorio doganale. Tutti gli altri servizi saranno forniti esclusivamente ai Membri ed ai paesi meno progrediti.

ANNESSO III

PAESI MENO PROGREDITI AVENTI DIRITTO AI SERVIZI DEL CENTRO

Membro OMC	% di contribuzione all'OMC
Angola	0.07
Bangladesh	0.09
Benin	0.03
Bhutan*	0.03
Burkina Faso	0.03
Burundi	0.03
Ciad	0.03
Cambogia*	0.03
Capo-Verde*	0.03
Djibouti	0.03
Gambia	0.03
Guinea-Bissau	0.03
Haiti	0.03
Isole Salomon	0.03
Lesotho	0.03
Madagascar	0.03
Malawi	0.03
Maldive	0.03
Mali	0.03
Mauritania	0.03
Mozambico	0.03
Myanmar	0.03
Nepal *	0.03
Niger	0.03
Repubblica centroafricana	0.03
Repubblica democratica del Congo	0.03
Repubblica di Guinea	0.03
Repubblica democratica popolare Lao*	0.03
Ruanda	0.03
Samoa*	0.03
Sierra Leone	0.03
Sudan *	0.03
Tanzania	0.03
Togo	0.03
Uganda	0.03
Vanuatu*	0.03
Zambia	0.03

* In fase di adesione all'OMC

Nota: Se le Nazioni Unite designano un paese che non figura nel presente Annesso come essendo fra i paesi meno progrediti, il Consiglio direttivo aggiungerà questo paese nel presente Annesso, purché sia Membro dell'OMC o in fase di adesione all'OMC. Se un paese elencato nel presente Annesso non è più considerato dalle Nazioni Unite come essendo fra i paesi meno progrediti, il Consiglio direttivo eliminerà tale paese dal presente Annesso.

ANNESSO IV
TARIFFA DEI SERVIZI FORNITI DAL CENTRO

SERVIZIO		SPESE (tasso orario)
Pareri giuridici sulla legislazione dell'OMC:		
Membri e paesi meno progrediti		Gratuito, con riserva di un numero massimo di ore da determinare dal Consiglio direttivo
Paesi in via di sviluppo non Membri del Centro:		
Categoria A		US$ 350
Categoria B		US$ 300
Categoria C		US$ 250
Assistenza nelle procedure di soluzione delle controversie dell'OMC		
Le spese saranno fatturate per ora o per caso di specie. Quando sono fatturate per caso di specie, saranno presentati dei preventivi per ciascuna fase della procedura (in modo particolare per la fase del gruppo speciale, la fase d'appello ecc.)		
Quando due Membri o un Membro ed un paese meno progredito sollecitano i servizi del Centro e sia necessario sub-appaltare consultazioni giuridiche esterne, le spese delle due parti saranno maggiorate del 20 per cento.		
• Membri e paesi meno progrediti:	Percentuale Sconto	della tariffa oraria (US$250) Tariffa oraria da pagare
Categoria A	20%	US$ 200
Categoria B	40%	US$ 150
Categoria C	60%	US$ 100
Paesi meno progrediti	90%	25
Paesi in via di sviluppo non Membri del Centro		
Categoria A	US$.350	
Categoria B	US$ 300	
Categoria C	US$ 250	
• Seminari sulla giurisprudenza ed altre attività di formazione	Gratuito per i Membri	
Borse di studio:		
Paesi meno progrediti	Con riserva di sponsorizzazione. Il Centro pagherà le spese ed il salario	
Membri	Le spese ed il salario sono a carico del governo del borsista, salvo in caso di sponsorizzazione	

Nota: questa tariffa può essere modificata dall'Assemblea generale su proposta del Consiglio direttivo al fine di tenere conto delle modifiche dell'indice svizzero dei prezzi al consumo.

IN FEDE DI CHE , i sottoscritti, debitamente abilitati, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Seattle, il trenta novembre millenovecentonovantanove.

01A13279

GIANFRANCO TATOZZI, *direttore* FRANCESCO NOCITA, *redattore*

(4652499/1) Roma, 2002 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.